

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Village de Vaudreuil-sur-le-Lac | 71090 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Coupal, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Village de Vaudreuil-sur-le-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 19 septembre 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	42
Analyse des charges	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La municipalité n'a pas obtenu les informations concernant le coût de décontamination et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers, aux charges ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

BCGO senc.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 19 septembre 2025

1. Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Revenus			
Taxes	1	2 284 562	2 335 011
Compensations tenant lieu de taxes	2		2 192 020
Quotes-parts	3		
Transferts	4	101 477	1 128 757
Services rendus	5	65 519	77 587
Imposition de droits	6	114 950	211 094
Amendes et pénalités	7	1 500	(1 699)
Revenus de placements de portefeuille	8		234 694
Autres revenus d'intérêts	9	38 500	2 384
Autres revenus	10	1 026	1 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		80 720
Effet net des opérations de restructuration	12		16 455
	13	2 607 534	3 844 726
Charges			2 750 772
Administration générale	14	687 934	766 050
Sécurité publique	15	597 935	491 113
Transport	16	294 565	442 059
Hygiène du milieu	17	695 721	1 026 938
Santé et bien-être	18	17 341	9 865
Aménagement, urbanisme et développement	19	180 012	271 319
Loisirs et culture	20	232 337	239 037
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	11 082	12 015
Effet net des opérations de restructuration	23		14 634
	24	2 716 927	3 258 396
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(109 393)	2 885 755
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26		5 847 476
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		5 982 459
Solde redressé	28		5 847 476
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		5 847 476

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	212 921
Débiteurs (note 5)	2	1 891 887
Prêts (note 6)	3	847 930
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	
Autres actifs financiers (note 8)	7	
	8	2 104 808
		1 958 601
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 9)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 275 739
Revenus reportés (note 11)	12	48 545
Dette à long terme (note 12)	13	464 432
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16	1 788 716
		1 288 725
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	316 092
		669 876
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	18	6 091 506
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 154 842
Stocks de fournitures	20	
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	26 208
	23	6 117 714
		5 177 600
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	6 433 806
		5 847 476
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	6 433 806
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	
	27	6 433 806
		5 847 476
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(109 393)	586 330
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	()	1 272 236)
Produit de cession	3		61 544)
Amortissement	4		335 572
(Gain) perte sur cession	5		339 148
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8		(936 664)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12		(3 450)
	13		31 706
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(109 393)	(353 784)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		669 876
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		495 549
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		669 876
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		316 092
			669 876

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	586 330
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	335 572
Autres		
-	3.1	
	4	921 902
		204 165
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	5	(1 043 957)
Autres actifs financiers	6	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	580 515
Revenus reportés	8	2 295
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	
Propriétés destinées à la revente	10	
Stocks de fournitures	11	
Autres actifs non financiers	12	(3 450)
	13	457 305
		(153 997)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 272 236)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	
	18	(1 272 236)
		(61 544)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	19	()
Remboursement ou cession	20	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	21	()
Cession	22	
	23	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	24	86 400
Remboursement de la dette à long terme	25	(170 392)
Variation nette des emprunts temporaires	26	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 173
Autres		
-	28.1	
	29	(82 819)
		(90 106)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(897 750)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		(305 647)
Solde déjà établi	31	1 110 671
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	
Solde redressé	33	1 110 671
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 110 671
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. La première session du conseil a eu lieu le 2 juillet 1920. Elle est dirigée par un conseil. La municipalité est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La municipalité est responsable d'environ 1,40 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constitutantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 0,04 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la durée de vie utile des immobilisations et la provision à l'égard des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

De plus, des montants encaissés et relatifs à une période subséquente sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation et des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créiteurs et charges à payer, (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	212 921
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	1 110 671
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	212 921
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	212 921
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	358 925
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	86 400
Note		
Les équivalents de trésorerie au 31 décembre 2024 sont constitués d'un compte Avantage entreprise au montant de 87 943 \$ (2023: 1 029 805 \$).		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	142 938	177 375
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	543 518	101 021
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	747 200	55 938
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	191 134	255 857
Organismes municipaux	13	26 488	
Autres			
▪ Intérêts	14.1	241 196	231 251
▪ Mutations et autres	14.2	1 891 887	847 930
	15		
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	34 449	34 506
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	18 425	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	403 874	31 037
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	2 843	
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	139 644	48 716
	27	543 518	101 021

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note

8. Autres actifs financiers

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note

9. Emprunts temporaires

La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 130 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La municipalité bénéficie également d'un emprunt temporaire en lien avec un règlement d'emprunt pour un projet d'investissement. Le montant total autorisé sur cet emprunt est de 1 817 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé est de 1 817 000 \$.

10. Créditeurs et charges à payer

	2024	2023
Fournisseurs	43	152 893
Salaires et avantages sociaux	44	36 360
Dépôts et retenues de garantie	45	120 825
Provision pour contestations d'évaluation	46	17 794
Autres		
▪ Organismes municipaux	47.1	964 552
▪ Intérêts courus sur dette à long terme	47.2	1 109
	48	1 275 739
		695 224

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	8 934	5 491
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	29 240	29 240
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	10 371	10 371
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres	62.1		
- Autres	63	48 545	46 250

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 29 240 \$ (2023 - 29 240 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 10 371 \$ (2023 - 10 371 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	6,70	2027	2040	64	465 529
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de					68	
location-acquisition					69	
Autres					70	465 529
						549 521
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 097)(2 270)
					72	464 432
						547 251

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	45 477			45 477
2026	74	41 925			41 925
2027	75	42 226			42 226
2028	76	41 664			41 664
2029	77	41 232			41 232
2030 et plus	78	253 005			253 005
	79	465 529			465 529
Intérêts et frais accessoires	80	()	()
	81	465 529			465 529

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	11 353
Régimes de retraite des élus municipaux	89	6 550
	90	17 903
		5 538
		10 486

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
■	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	101	1 827 904	561 935	2 389 839
Eaux usées	102	3 006 709		3 006 709
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	3 576 577	602 673	4 179 250
Autres				
▪ Parcs, terrains de jeux et quais	104.1	1 133 536		1 133 536
Réseau d'électricité	105			
Bâtiments	106	967 851	70 146	1 037 997
Améliorations locatives	107			
Véhicules	108			
Ameublement et équipement de bureau	109	28 869	6 508	22 361
Machinerie, outillage et équipement divers	110	63 832	36 671	27 161
Terrains	111	184 736		184 736
Autres	112			
	113	10 790 014	1 234 754	43 179
Immobilisations en cours	114		37 482	37 482
	115	10 790 014	1 272 236	43 179
				12 019 071
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	116	842 600	52 721	895 321
Eaux usées	117	2 134 434	40 206	2 174 640
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 508 366	154 883	1 663 249
Autres				
▪ Parcs, terrains de jeux et quais	119.1	539 424	57 574	596 998
Réseau d'électricité	120			
Bâtiments	121	542 383	25 091	567 474
Améliorations locatives	122			
Véhicules	123			
Ameublement et équipement de bureau	124	25 370	2 448	21 310
Machinerie, outillage et équipement divers	125	42 595	2 649	36 671
Autres	126			
	127	5 635 172	335 572	43 179
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	5 154 842		5 927 565
				6 091 506
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles				
Coût	129			
Amortissement cumulé	130 ()()()(
Valeur comptable nette	131			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	24 309
▪ Autres	143.2	1 899
Autres		
▪	144.1	
	145	26 208
		22 758

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée dans un contrat de trois ans se terminant le 30 juin 2025 pour la collecte, le transport et la disposition des matières résiduelles. De plus, elle s'est engagée dans un contrat de cinq ans se terminant le 31 décembre 2029 pour le déneigement des rues. Les montants nets à verser au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2025	2026	2027	2028	2029
191 554 \$	157 481 \$	157 481 \$	157 481 \$	94 489 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac s'approvisionne en eau auprès de la ville de Vaudreuil-Dorion. Celle-ci a demandé à la Commission municipale du Québec (CMQ) de déterminer le tarif pour la facturation de l'eau potable et le traitement des eaux usées à Vaudreuil-sur-le-Lac à compter du 1^{er} janvier 2023. Cependant cet arbitrage a été suspendu puisque les parties ont convenu de signer éventuellement une entente à la suite des discussions à venir entre les parties. À cet effet, une somme a été payée par la municipalité pour l'année 2023 en 2025 au montant de 440 153 \$.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) comportent une comparaison avec le budget adopté par la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	1 183 161	264 612
En souffrance :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	175 670	158 059
	1 358 831	422 671
Moins la provision pour créances douteuses	(-)	(-)
	1 358 831	422 671

L'*organisme municipal* est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'*organisme municipal* éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'*organisme municipal* gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'*organisme municipal* établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024

	<u>Moins</u> <u>d'un an</u>	<u>De 1 à</u> <u>3 ans</u>	<u>De 4 à</u> <u>5 ans</u>	<u>Plus de</u> <u>5 ans</u>	<u>Total</u>
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 243 855	13 000	-	-	1 256 855
Intérêts courus à payer	1 109	-	-	-	1 109
Dettes	45 477	125 814	65 485	228 753	465 529
	1 290 441	138 814	65 485	228 753	1 723 493

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023

	<u>Moins</u> <u>d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de</u> <u>5 ans</u>	<u>Total</u>
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	673 218	13 000	—	—	686 218
Intérêts courus à payer	1 109	—	—	—	1 109
Dettes	78 745	133 335	84 436	253 005	549 521
	753 072	146 335	84 436	253 005	1 236 848

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	<u>Taux d'intérêt fixe</u>	<u>Taux d'intérêt variable</u>	<u>Total</u>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 943	—	87 943
Passifs financiers			
Dettes	465 529	—	465 529

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023			
	<u>Taux d'intérêt fixe</u>	<u>Taux d'intérêt variable</u>	<u>Total</u>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 029 805	-	1 029 805
Passifs financiers			
Dettes	549 521	-	549 521

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 3 776 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (4 803 \$ en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	2 284 562	2 335 011		2 192 020
Compensations tenant lieu de taxes	2				
Quotes-parts	3				
Transferts	4	101 477	150 875		138 930
Services rendus	5	65 519	77 587		71 964
Imposition de droits	6	114 950	211 094		234 694
Amendes et pénalités	7	1 500	(1 699)		2 384
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	38 500	92 476		80 720
Autres revenus	10	1 026	1 500		16 455
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	2 607 534	2 866 844		2 737 167
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15				
Imposition de droits	16				
Autres revenus					13 605
Contributions des promoteurs					
Autres					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21				
	22	2 607 534	3 844 726		3 844 726
					13 605
Charges					
Administration générale	23	687 934	759 966	6 084	766 050
Sécurité publique	24	597 935	491 113		491 113
Transport	25	294 565	286 129		442 059
Hygiène du milieu	26	695 721	932 597	94 341	1 026 938
Santé et bien-être	27	17 341	9 865		9 865
Aménagement, urbanisme et développement	28	180 012	270 957	362	271 319
Loisirs et culture	29	232 337	160 182	78 855	239 037
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	11 082	12 015		14 634
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33				
		335 572	(335 572)		
Excédent (déficit) lié aux activités					
	34	2 716 927	3 258 396		3 258 396
	35	(109 393)	586 330		586 330
					(134 983)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024		2023
	Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(109 393)	586 330
Moins : revenus d'investissement	2	()	(977 882)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice			(13 605)
avant conciliation à des fins fiscales	3	(109 393)	(391 552)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			(148 588)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Amortissement	4		335 572
Produit de cession	5		339 148
(Gain) perte sur cession	6		
Réduction de valeur / Reclassement	7		
	8	335 572	339 148
Propriétés destinées à la revente			
Coût des propriétés vendues	9		
Réduction de valeur / Reclassement	10		
	11		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales			
et des partenariats commerciaux			
Remboursement ou produit de cession	12		
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		
	15		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		
Remboursement de la dette à long terme	17	(79 307)	(83 992)
	18	(79 307)	(83 992)
			(91 279)
Affectations			
Activités d'investissement	19	()	()
Excédent (déficit) accumulé			17 939
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		43 786
Excédent de fonctionnement affecté	21	193 700	197 303
Réserves financières et fonds réservés	22	(5 000)	(5 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24		
	25	188 700	236 089
	26	109 393	487 669
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice			106 571
à des fins fiscales	27	96 117	354 440
			205 852

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	977 882
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés		
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Administration générale	2 (70 146)())
Sécurité publique	3 ()())
Transport	4 (602 673)()	47 939)
Hygiène du milieu	5 (561 935)()	13 605)
Santé et bien-être	6 ()())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()())
Loisirs et culture	8 (37 482)())
Réseau d'électricité	9 ()())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()())
	11 (1 272 236)()	61 544)
Propriétés destinées à la revente		
Acquisition	12 ()())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	13 ()())
Financement		
Financement à long terme des activités d'investissement	14	
Affectations		
Activités de fonctionnement	15	17 939
Excédent accumulé		
Excédent de fonctionnement non affecté	16	
Excédent de fonctionnement affecté	17	
Réserves financières et fonds réservés	18	
	19	17 939
	20 (1 272 236)	(43 605)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21 (294 354)	(30 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Rémunération			
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		
Autre	2	356 578	381 585
			245 829
Charges sociales			
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		
Autres	4	70 079	70 008
			43 144
Biens et services			
Services obtenus d'organismes municipaux			
Compensations pour services municipaux	5		
Ententes de services			
Services de transport collectif	6		
Autres services	7	585 452	855 270
Autres biens et services	8	1 362 105	1 284 054
			1 288 537
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge			
De l'organisme municipal	9	11 082	12 015
D'autres organismes municipaux	10		
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		
D'autres tiers	12		
Autres frais de financement	13		
Contributions			
Organismes municipaux			
Quotes-parts	14	291 896	281 342
Transferts	15		
Autres	16	7 500	6 815
Autres			
Transferts	17	31 735	31 735
Autres	18	500	500
Amortissement			
Immobilisations corporelles	19		335 572
Actifs incorporels achetés	20		339 148
Autres			
- Crédences douteuses	21,1		17 106
	22	2 716 927	3 258 396
			2 885 755

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	638 311
Excédent de fonctionnement affecté	2	243 336
Réserves financières et fonds réservés	3	220 536
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(294 354)
Financement des investissements en cours	5	5 625 977
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 605 321
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	5 847 476
	8	6 433 806

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	638 311	929 480
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	638 311	929 480
	11	638 311	929 480

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale

▪ Taxation des règlements d'emprunt	12.1	22 134	25 737
▪ Génératrice station de pompage	12.2	25 000	25 000
▪ Réalisation du NIM - TECQ	12.3	9 202	9 202
▪ Stationnement - Bornes	12.4	27 500	27 500
▪ Système de sécurité et caméras	12.5	16 000	16 000
▪ Budget subséquent	12.6	143 500	193 700
	13	243 336	297 139

Organismes contrôlés et partenariats¹

▪	14.1		
	15		
	16	243 336	297 139

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	17,1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	19,1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	200 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	5 536
Organismes contrôlés et partenariats	26	5 536
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 000
Autres		
-	30,1	
	31	220 536
	32	220 536
		15 536

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ())()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ())()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ())()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ())()
Autres	37 ())()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ())()
	39 ())()
Assainissement des sites contaminés	40 ())()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ())()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ())()
Autres		
▪	43.1 ())()
	44 ())()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ())()
Utilisation du fonds de roulement	46 ())()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ())()
Utilisation du fonds de roulement	48 ())()
Autres		
▪	49.1 ())()
	50 ())()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ())()
Mesure relative à la COVID-19	52 ())()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ())()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ())()
Autres		
▪	55.1 ())()
	56 ())()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ())()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (294 354)(
	66)	(294 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	6 091 506
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	6 091 506
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74	6 091 506
		5 154 842
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (464 432)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (1 097)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés		
au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (465 529)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()(
	82 (465 529)(
	83)	5 625 977
		4 605 321

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ())()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 %	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 %	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 %	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 %	% %
Autres hypothèses économiques		
	52,1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ())()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ())()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ())()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ())()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ())()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Dans le cadre du régime d'épargne-retraite, l'employeur contribue à 5% du salaire annuel brut de l'employé.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	11 353
Autres régimes	115	4 948
	116	11 353
		4 948

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 944
Charge de l'exercice		1 643
Contributions de l'employeur au RREM	119	6 550
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 538
	121	6 550
		5 538

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 703 791	1 728 584	1 597 961
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	28 659	30 322	33 310
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 732 450	1 758 906	1 631 271
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	333 298	310 309	271 723
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	157 084	196 633	207 533
Autres				
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 433	6 481
Service de la dette	18	61 730	61 730	75 012
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	552 112	576 105	560 749
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	552 112	576 105	560 749
	27	2 284 562	2 335 011	2 192 020

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	2 872	31 037
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		40 616
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	6 000	7 081
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		45 343
Traitement des eaux usées	65		8 137
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67	10 000	10 910
Matières recyclables			22 385
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	15 000	8 826
Activités culturelles			5 513
Bibliothèques	84		
Autres	85		
Réseau d'électricité	86		
	87	31 000	75 032
			117 278

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		70 146
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		469 753
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		437 983
Traitement des eaux usées	106		13 605
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	977 882	13 605

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	70 477	70 477
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		5 366
	139	70 477	75 843
TOTAL DES TRANSFERTS	140	101 477	1128 757
			21 652
			152 535

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155	604	456
	156	604	456
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	35 000	54 145
Réseau de distribution de l'eau potable	158		34 644
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161	5 619	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	40 619	54 145
			34 644

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183	40 619	54 749
	184	35 100	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	123	98
	188	123	98
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197	1 000	2 214
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	1 000	2 214
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		203
Matières recyclables	209	400	25
Autres	210		97
Cours d'eau	211		112
Protection de l'environnement	212		
Autres	213	390	10 030
	214	400	415
			10 442

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	23 500	22 300
Activités culturelles			24 110
Bibliothèques	226		
Autres	227		
	228	23 500	22 300
	229		24 110
Réseau d'électricité			
	230	24 900	22 838
	231	65 519	36 864
TOTAL DES SERVICES RENDUS		77 587	71 964

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	4 950	5 204
Droits de mutation immobilière	233	110 000	205 890
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	114 950	211 094
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	1 500	(1 699)
REVENUS DE PLACEMENTS			
DE PORTEFEUILLE	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	38 500	92 476
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	1 026	1 500
	250	1 026	1 500
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation	de l'amortissement	Sans ventilation	Ventilation de l'amortissement	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	111 134	111 377		111 377
Greffé et application de la loi	2		(3 150)		(3 150)
Gestion financière et administrative	3	521 504	596 978	6 084	603 062
Évaluation	4	49 586	49 799		49 799
Gestion du personnel	5	720			
Autres	6.1	4 990	4 962		
▪ Autres				4 962	
	7	687 934	759 966	6 084	766 050
					2 723
					582 520
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	244 584	166 745		166 745
Sécurité incendie					154 313
Premiers répondants	9				
Autres	10	344 134	307 237		307 237
Sécurité civile	11	4 100	4 437		4 437
Autres	12	5 117	12 694		12 694
	13	597 935	491 113		491 113
					489 409
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1116 465	90 625	155 930	246 555
Enlèvement de la neige	15	124 365	146 899		146 899
Éclairage des rues	16	17 000	16 339		16 339
Circulation et stationnement	17	5 000	531		531
Transport collectif					
Transport en commun	18	31 735	31 735		31 735
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	294 565	286 129	155 930	442 059
					491 416

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023	
	Sans ventilation	de l'amortissement	Sans ventilation	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	256 840	579 629	52 721	579 629	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	59 000	52 892		105 613	
Traitement des eaux usées	25				128 864	
Réseaux d'égout	26	158 850	111 773	41 620	153 393	
Matières résiduelles					72 210	
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	31 580	26 249	26 249	26 078	
Élimination	28	38 130	41 400	41 400	42 547	
Matières recyclables						
Collecte sélective	29	35 213	32 853	32 853	35 885	
Collecte et transport	30	6 598	6 598	6 598	9 193	
Tri et conditionnement						
Matières organiques	31	66 099	65 898	65 898	135 172	
Collecte et transport						
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	6 354	6 354	6 354	4 071	
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	23 057	670	670	9 951	
Protection de l'environnement	38	14 000	8 281	8 281		
Autres	39					
	40	695 721	932 597	94 341	1 026 938	
					854 791	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	17 341	9 865	9 865	21 107	
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	17 341	9 865	9 865	21 107	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation	de l'amortissement	Sans ventilation	Ventilation de l'amortissement	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	139 909	230 941	362	231 303
Rénovation urbaine					112 249
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	16 465	16 379		
Tourisme	50				
Autres	51	23 638	23 637		
	52	180 012	270 957	362	23 637
	53				271 319
					1 605
					147 565
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	47 100	33 280	21 281	54 561
Patinoires intérieures et extérieures	55	18 000	10 798		10 798
Piscines, plages et ports de plaisance	56	300	170	3 587	3 757
Parcs et terrains de jeux	57	128 200	92 849	53 987	146 836
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	23 000	7 651		7 651
	61	216 600	144 748	78 855	223 603
					36 432
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	11 500	11 198		11 198
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	4 237	4 236		4 236
	67	15 737	15 434		15 434
	68	232 337	160 182	78 855	239 037
					284 313

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme	70	11 082	10 842		10 842
Intérêts	71		1 173		1 173
Autres frais					
Autres frais de financement	72				
Avantages sociaux futurs					
Autres	73				
	74	11 082	12 015		12 015
					14 634
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	75				
AMORTISSEMENT DES IMMobilisations CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELs ACHEtÉS					
	76	335 572 (335 572)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Village de Vaudreuil-sur-le-Lac | 71090 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations	Réalisations
	2024	2023
Infrastructures		
Conduites d'eau potable	1	561 935
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	602 673
Ponts, tunnels et viaducs	7	
Systèmes d'éclairage des rues	8	47 939
Aires de stationnement	9	
Parcs et terrains de jeux	10	37 482
Autres infrastructures	11	
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	70 146
Édifices communautaires et récréatifs	14	
Améliorations locatives	15	
Véhicules		
Véhicules de transport en commun	16	
Autres	17	
Ameublement et équipement de bureau	18	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	13 605
Terrains	20	
Autres	21	
	22	1 272 236
		61 544

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	1	561 935
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Autres infrastructures	5	640 155
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)		47 939
Conduites d'eau potable	6	
Usines de traitement de l'eau potable	7	
Usines et bassins d'épuration	8	
Conduites d'égout	9	
Autres infrastructures	10	
Autres immobilisations corporelles	11	70 146
	12	1 272 236
		13 605
		61 544

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 737		3 603
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	133 592		58 100
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	390 192		22 289
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	549 521		83 992
				465 529
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18			
	19	549 521		83 992
				465 529
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	549 521		83 992
				465 529

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	465 529
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	294 354
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	22 134
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	737 749
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	14	737 749
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	35 387
Communauté métropolitaine	16	32 850
Autres organismes	17	293 000
Endettement total net à long terme	18	1 098 986
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 098 986
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		501
Évaluation	2	49 336	49 651
Autres	3	22 940	22 884
Sécurité publique			
Police	4	1 083	1 173
Sécurité incendie	5	2 182	2 181
Sécurité civile	6		
Autres	7	2 354	9 788
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	111 064	111 063
Cours d'eau	13	23 057	670
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16	14 841	19 070
Autres	17		17 730
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	20 700	21 840
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	34 294	34 208
Autres	21	5 808	5 808
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	4 237	4 236
Activités culturelles	23		4 485
Réseau d'électricité	24		
	25	291 896	281 342
			239 957

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	1 272 236
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	1 272 236
		61 544

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Cadres et contremaîtres	1	3,34	35,00	6 085,45	*****	*****
Professionnels	2					*****
Cols blancs	3					*****
Cols bleus	4	0,83	35,00	1 508,75	*****	*****
Policiers	5					*****
Pompiers	6					*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					*****
	8	4,17	7 594,20	*****		*****
	9	7,00		62 574	10 679	73 253
	10	11,17		*****	*****	*****
Élus						

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	1			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2			
Réseau de distribution de l'eau potable	3	13 856	133 834	335 636
Traitement des eaux usées	4			
Réseaux d'égout	5			
Autres	6	96 706	213 688	335 037
	7	110 562	347 522	670 673
				645 431
				1 128 757

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	844
	4	844
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	3 160
Enlèvement de la neige	12	
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	3 160
		6 355
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	256
Traitement des eaux usées	19	608
Réseaux d'égout	20	214
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	470
		909
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	
Autres	36	
	37	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	38	7 541
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	
	41	7 541
		7 370
Réseau d'électricité	42	
	43	12 015
		14 634

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mario Tremblay	1.1 Maire	13 468	6 734	9 024	4 505
Martine André	1.2 Conseiller	4 490	2 245		
Najah Zaoude	1.3 Conseiller	4 490	2 245		
Jean Barrette	1.4 Conseiller	4 490	2 245		
Jacques Ostigny	1.5 Conseiller	4 490	2 245		
Gilles Massey	1.6 Conseiller	4 490	2 245		
Ian Dellner	1.7 Conseiller	4 490	2 245		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	\$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 123 684 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 65 \$
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 66 \$
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
- 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
- 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
 - Chaussées pavées - entretien préventif
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
 - Systèmes de drainage
 - Abords de routes
- 70 _____ \$
- 71 _____ \$
- 72 _____ \$
- 73 _____ \$
- 74 _____ \$
- 75 _____ \$
- 76 _____ \$
- 77 _____ \$
- 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
- 79 _____ \$
- 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles
- 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relativs à l'entretien d'hiver :
 - Relativs à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 2020-04-302

b) Date d'adoption de la résolution

86 2020-04-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 52

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	OUI	NON
--	-----	-----

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	-------------------------------------

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------	--------------------------

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	-------------------------------------	--------------------------

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	-------------------------------------

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	-------------------------------------

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	-------------------------------------

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	-------------------------------------

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------	--------------------------

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Village de Vaudreuil-sur-le-Lac | 71090 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	1 836 635
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	61 200
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	1 897 835

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux		
Eau	12	353 140
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	192 618
Autres	16.1	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	34 268
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	580 026
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	580 026
	27	2 477 861

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2
Compensations pour les terres publiques	3
Immeubles des réseaux	
Santé et services sociaux	4
Cégeps et universités	5
Écoles primaires et secondaires	6
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7
	8

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	10
Taxes d'affaires	11
	12

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	14
	15

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16
Autres	17
	18
	19

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	2	414 784 412 x 0,3400/100 \$	1 405 059				
Sous-catégories résidentielles	3	x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	5 033 846 x 1,3000/100 \$	63 299				
Immeubles industriels	5	15 078 500 x 1,7100/100 \$	257 842				
Terains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	6	x /100 \$					
Autres	7	12 992 300 x 0,8500/100 \$	110 435				
Immeubles forestiers	8	x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	x /100 \$					
Total	10						1 836 635 () () 1 836 635 () ()
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	11	449 585 600 x 0,0136/100 \$	61 200				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	12	x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	13	x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x /100 \$					
Immeubles industriels	15	x /100 \$					
Terains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x /100 \$					
Autres	17	x /100 \$					
Immeubles forestiers	18	x /100 \$					
Immeubles agricoles	19	x /100 \$					
Total	20						61 200 () () 61 200 () ()

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux varié)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	21	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	22	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	23	x	/100 \$				
Immeubles industriels	24	x	/100 \$				
Terreins vagues desservis	25	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$				
Autres	27	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$				
Total	30						
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)							
Activités d'investissement (taux varié)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	31	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	32	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$				
Immeubles industriels	34	x	/100 \$				
Terreins vagues desservis	35	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$				
Autres	37	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$				
Total	40						
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 _____ \$
Égout	2 _____ \$
Eau et égout	3 _____ 350,00 \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 _____ 369,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Piscine permanente	6.1 120,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Commerces avec compteur	6.2 850,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Plus 1,4914 par mètre cube
Autres compteurs	6.3 1,0651	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Industriel - Eau potable	6.4 1,2386	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Industriel - Eaux usées	6.5 0,7700	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Filtration - Épuration	6.6 240,0000	7 - autres (préciser)	Unité d'évaluation
Bacs de déchets domestiques 360 litres	6.7 110,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Bacs de matières organiques 240 litres	6.8 110,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Licence pour chien	6.9 20,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 273	6.10 0,0055	2 - du mètre carré	
Règlement 303	6.11 0,5340	2 - du mètre carré	
Règlement 324	6.12 16,8071	3 - du mètre linéaire	
Règlement 352	6.13 1,0478	2 - du mètre carré	
Règlement 385-2024	6.14 28,0000	7 - autres (préciser)	Résidence riveraine au Boisé

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		Immeubles agricoles
			Immeubles non résidentiels	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	65 440			110 435
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	4				
Service de la dette	5	19 368	76 313		32 685
Autres					
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	84 898	334 155		143 120

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	Total			
	Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle	Autres
		Résidentielles	Agriculture	Résidences
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	1	1 471 467		
De secteur	2			
Autres	3			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	4	34 268		
Autres	5	417 392		
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	6			
Autres	7			
	8	1 923 127		
			2 485 210	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 2

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

3

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

4

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

5

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM

6

- Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étaillées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :

7 8 9

10 _____ \$

11 _____ \$

g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM

12

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

- h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM

13

Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025

14 _____ \$

- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.

2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation

Taux unique ou taux sectoriel uniformisé

Taxe foncière générale

15 _____

Taxes spéciales

Service de la dette

16 0,0136

Activités de fonctionnement

17 _____

Activités d'investissement

18 _____

Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé

Taxe foncière générale

19 0,3400

Taxes spéciales

20 _____

Service de la dette

21 _____

Activités de fonctionnement

22 _____

Activités d'investissement

3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

23

4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 :

- a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM

24

- b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM

25

- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.

5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées?

26

Si oui, indiquer le montant.

27 _____ \$

6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

28 _____ \$

7. Date d'adoption du budget par le conseil

29 2024-12-18

8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)

30 2 937 165 \$

9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget

31 51 287 \$

10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget

32 44 182 \$

11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévu au budget

33 _____ \$